

**Avis adopté**

Séance plénière du 28 octobre 2025

*Egalité des chances : mythe ou réalité ?*

*Rapport annuel sur l'état de la France 2025*

**Déclaration du groupe CFTC**

Monsieur le Président, chers collègues,

Depuis la fin de l'Ancien Régime, la France s'est bâtie sur une promesse : celle d'une société d'opportunités en rupture avec une société de l'immobilité. Deux siècles et demi plus tard, l'ouvrage est toujours fragile car il repose sur deux piliers dont le socle s'érode sous nos yeux : à savoir le progrès économique et l'émancipation sociale. Quel progrès économique alors que la précarité matérielle est plus visible que jamais avec presque 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté ? Quelle émancipation lorsqu'il faut six générations de travailleurs pour voir enfin fonctionner l'ascenseur social ?

Aujourd'hui, une majorité de français dit qu'elle ne croit plus en l'égalité des chances. Qui peut encore s'en étonner ? Mythe ou non, il est certain qu'elle n'est plus une réalité pour bon nombre de nos concitoyens. Rendue impuissante par l'affaiblissement des politiques éducatives et de santé, par la précarisation croissante du travail ou encore par les difficultés d'accès au logement, l'égalité des chances s'efface peu à peu derrière un mur de contraintes incontournables. Ce constat est d'autant plus alarmant qu'elle reste un horizon souhaitable pour plus de huit français sur dix attendant des pouvoirs publics qu'ils travaillent à réduire ces obstacles.

Néanmoins, cette tâche ne saurait reposer uniquement sur les épaules de l'Etat. En effet, c'est aussi aux entreprises de redevenir un lieu où l'on fait l'expérience de l'égalité des chances par sa participation à la croissance d'un collectif de travail. Autrement dit, un lieu où l'ascension économique et sociale s'incarne concrètement dans l'évolution des salaires et des compétences ! Ainsi, renouer avec une société d'opportunités pour tous, c'est d'abord redonner au travail et à l'entreprise toute leur dimension émancipatrice. En effet, sans ces leviers de croissance, la France ne pourra se sortir d'une situation où elle reste privée des moyens nécessaires à ses ambitions sociales.

La CFTC remercie la rapporteure et la commission. Elle votera en faveur de l'avis.